

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 31/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BOUYGUES TELECOM**

13/15 Avenue du Maréchal JUIN  
92360 Meudon

Code AIOT : 0006512981

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement BOUYGUES TELECOM implanté 1, rue Jean Pierre Timbaud 78051 Montigny-le-Bretonneux. L'inspection a été annoncée le 24/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 9 décembre 2025 a été initiée à plusieurs titres dont celui :

\* du programme pluriannuel de contrôle (PPC)

\* du contrôle de l'application de la directive « moyennes installations de combustion » (MCP), directive (UE) 2015/2193, adoptée le 25 novembre 2015, qui vise à réduire les risques potentiels pour la santé humaine et l'environnement. À cette fin, elle établit les règles visant à contrôler les émissions atmosphériques de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), d'oxyde d'azote (NO<sub>x</sub>) et des poussières (particules) en provenance des installations de combustion de taille moyenne (medium combustion plants ou MCP en anglais), ainsi que les règles visant à surveiller les émissions de monoxyde de

carbone (CO). L'installation BOUYGUES TELECOM est concernée par l'application de cette directive, et fait partie des installations contrôlées dans le cadre de l'Action Nationale 2025, visant les installations de combustion moyennes (MCP).

\* l'évolution de sa situation administrative et de son changement de régime au titre de son classement comme installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE):

Pour prévenir ponctuellement, une rupture de l'approvisionnement en énergie électrique qui alimente son DATA CENTER, l'installation a été autorisée par arrêté préfectoral du 27 juillet 2009 à mettre en œuvre des groupes électrogènes de secours, pour une puissance thermique totale de 48 MW.

L'exploitant a souhaité mettre à jour le classement de son installation, car il n'a mis en œuvre que quatre groupes électrogènes sur les sept que comptait le dossier initial notamment, pour une puissance thermique totale installée de 19,55 MW.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2025, n° 78-2025-12-04-00027, notifié le 9 décembre 2025, la situation administrative de l'installation a été mise à jour pour un reclassement au titre d'une ICPE soumise à un régime à déclaration avec contrôle périodique pour la rubrique 2910-A, encadrée par l'arrêté ministériel du 3 août 2018, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

L'installation a également mis à jour l'inventaire de ses groupes frigorifiques et climatiseurs pour une quantité cumulée de fluide frigo présents sur site, de 1 807 kg, au titre de la rubrique 1185-2-a ; ces équipements sont soumis au régime à déclaration avec contrôle périodique, et soumis aux dispositions de l'arrêté du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 1185.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOUYGUES TELECOM
- 1, rue Jean Pierre Timbaud 78051 Montigny-le-Bretonneux
- Code AIOT : 0006512981
- Régime : Déclaration avec contrôle périodique
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de BOUYGUES TELECOM est un DATA CENTER qui stocke des données informatiques. Elle abrite 4 groupes électrogènes de secours, qui pallient les arrêts/pannes du fournisseur d'électricité.

BOUYGUES TELECOM abrite aussi des groupes froids et des climatiseurs ainsi que des batteries.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN25 Combustion
- Reclassement de l'installation

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative /	Arrêté ministériel du 03/08/2018, Annexe I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	suite inspection du 6 juin 2019	- article 1.1	
2	Registre MCP	Code de l'environnement, articles R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116	Sans objet
3	Combustible	Arrêté ministériel du 03/08/2018, Annexe I - article 6.2.1	Sans objet
4	Contrôle périodique (optionnel)	Arrêté ministériel du 03/08/2018, Annexe I - article 1.1.2	Sans objet
5	Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale	Arrêté ministériel du 03/08/2018, Annexe I - article 1.4.1	Sans objet
6	Mesure périodique	Arrêté ministériel du 03/08/2018, Annexe I - article 6.3.III	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré le changement récent de régime ICPE, l'exploitant a anticipé ses nouvelles obligations pour répondre aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910, auxquelles son installation est soumise depuis la notification de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2025 intervenue lors de l'inspection du 9 décembre 2025. Ainsi, il a déjà mis en œuvre le contrôle périodique de son installation.

De plus, il a présenté les mesures de ses rejets atmosphériques et justifié de l'utilisation en secours, de ses groupes électrogènes pour moins de 500 heures par an.

L'exploitant doit cependant poursuivre la mise en conformité de son site en faisant lever par son prestataire les non-conformités constatées via le contrôle périodique, avant la fin de l'année 2026.

Il s'est également engagé à mettre à jour le registre relatif aux installations de combustion moyennes (MCP), du fait du reclassement de son installation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Annexe I - article 1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Conformité de l'installation à la déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration (...)
<b>Constats 2019/ suite inspection du 6 juin 2019 :</b> Celle-ci faisait apparaître une incohérence entre le régime d'enregistrement attribué à l'installation pour une puissance totale de 48 MW et la réalité de la puissance mise en œuvre : Il était constaté que l'exploitant n'avait réalisé que partiellement les équipements autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juillet 2009. De ce fait, l'inspection avait demandé à l'exploitant de se positionner quant à l'inventaire de ses

équipements constitutif de son installation.

Cette demande de positionnement avait été rappelée par mail de l'inspection du 10 janvier 2023 et par courrier du 30 août 2024.

**Constat 2025 :**

Par courrier du 21 octobre 2024, l'exploitant a transmis un porter à la connaissance, intitulé « mise à jour des rubriques installations et renonciation partielle aux groupes électrogènes sur le site BOUYGUES TELECOM à Montigny-le-Bretonneux ».

En complément, par mails du 6 et 27 novembre 2025, l'exploitant a précisé la liste des équipements contenant des fluides frigorigènes réellement installés sur le site.

L'exploitant précise que les équipements non réalisés ne seront pas mis en œuvre et que les équipements présents sur site sont :

- 4 groupes électrogènes sur les 7 prévus, pour une puissance thermique nominale de 19,55 MW, et
- une quantité cumulée de fluide frigo de 1 807 kg, correspondant à la liste fournie des groupes frigorigènes et aux climatiseurs mis en œuvre.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2025, n° 78-2025-12-04-00027, notifié le 9 décembre 2025, la situation administrative des installations exploitées par BOUYGUES TELECOM a été mise à jour pour un reclassement de l'installation, dorénavant soumise à un régime de déclaration avec contrôle périodique pour :

- ses appareils de combustion, rubrique 2910.A, encadrés par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.
- ses groupes frigorigènes et climatiseurs classés 1185-2-a, encadrés par l'arrêté du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N°2 Registre MCP

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114, R. 515-115 et R.515-116

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

**Prescription contrôlée :**

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le

<p>20 décembre 2018 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;</li> <li>- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;</li> <li>- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</li> </ul> <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 :</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 :</p> <p>I . Les informations prévues à l'article R. 515-114, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>En ce qui concerne la déclaration au registre MCP, l'exploitant explique qu'il doit mettre à jour sa déclaration sur le registre avec les éléments relatifs à son installation dans la mesure où son classement vient d'être modifié.</p> <p>Par mail du jour de l'inspection, l'inspection a transmis les informations et lien informatique permettant de mettre à jour le registre MCP avec le classement et la liste des équipements notamment.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à informer l'inspection dès que le registre aura été mis à jour et complété.</p> <p><b>Type de suites proposées : Sans suites</b></p>
--

### N° 3 : Combustible

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Annexe I - article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...] Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.</p> <p>Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.</p>

**Constats :**

L'exploitant confirme que le combustible utilisé est toujours le fioul.

Au vu des quantités limitées mises en œuvre chaque mois pour le contrôle des groupes électrogènes et pour les pannes ponctuelles du réseau électrique, il n'est pas envisagé de changement de combustible.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Contrôle périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Annexe I - article 1.1.2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Vérification de la réalisation du contrôle périodique

**Prescription contrôlée :**

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " Objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure".

Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

**Constats :**

L'exploitant a anticipé le reclassement de son installation du régime de l'enregistrement vers celui de la déclaration avec contrôle périodique, en faisant réaliser le contrôle périodique réglementaire en date du 20 novembre 2025, référencé : 54445094.

Le rapport constate la présence de quatre non-conformités majeures et de douze autres non-conformités.

L'exploitant doit remettre à son prestataire un échéancier de mises en conformité d'ici le 8 mars 2026. Une contre-visite est à effectuer par le prestataire pour statuer sur la levée ou non des non-conformités d'ici le 8 décembre 2026.

En séance, l'exploitant explique qu'il a déjà prévu la mise en œuvre rapide d'actions permettant le retour à la conformité, certaines non-conformités sont déjà traitées.

De plus, il prévoit à courte échéance, la contre-visite de son prestataire, car il ne souhaite pas attendre une année pour revenir à la conformité.

Par ailleurs, à la suite de la levée des non-conformités, il s'engage à remettre à l'inspection le rapport de contre-visite de son prestataire dès que celui-ci sera disponible.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## N° 5 : Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Annexe I - article 1.4.1																																																
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale																																																
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions des points 2.3, 2.5, 3.9, 5.2 (deuxième alinéa), 5.9, 5.10 (deuxième alinéa), 6.2.2 A et B, 6.2.3, 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6, 6.3, 6.4, 8.3 et 8.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relai de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci, et pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.																																																
<b>Constats :</b> L'exploitant complète les informations relatives à ses quatre groupes électrogènes en précisant que ceux-ci sont mis en fonctionnement une heure par mois à des fins de contrôle et prennent le relai en secours en cas de coupures d'électricité intempestives. L'exploitant remet un extrait de la version III du document interne intitulé «Centre informatique de Montigny-le-Bretonneux - Dossier technique du site» daté du 21 mai 2024 ; celui-ci a été visé en séance. Ce document détaille l'analyse fonctionnelle du site : à la page 9, il est précisé que « <i>les groupes électrogènes permettent d'avoir une redondance en cas de coupure EDF</i> ». L'exploitant explique que les groupes électrogènes fonctionnent moins de 500 h par an, en secours de l'alimentation électrique principale, ce qui est confirmé d'une part par les rapports d'activités d'octobre 2024 à octobre 2025 intitulés « DATA CENTER de Montigny-le-Bretonneux » et d'autre part, par mail du 10 décembre 2025, par lequel l'exploitant a transmis le tableau des données de fonctionnement annuel, synthétisées pour les quatre groupes électrogènes depuis 2019, dans lequel la durée de fonctionnement individuelle de chaque groupe est indiquée : aucune ne dépasse 50h par an (et moins de 150 h/an en cumul sur les 4 groupes).																																																
<table border="1"><thead><tr><th>Equipement</th><th>Nombre d'heure de fonctionnement en 2019</th><th>Nombre d'heure de fonctionnement en 2020</th><th>Nombre d'heure de fonctionnement en 2021</th><th>Nombre d'heure de fonctionnement en 2022</th><th>Nombre d'heure de fonctionnement en 2023</th><th>Nombre d'heure de fonctionnement en 2024</th><th>Nombre d'heure de fonctionnement de janvier à novembre 2025</th></tr></thead><tbody><tr><td>Groupe Electrogène 1</td><td>23,5</td><td>14,18</td><td>13,8</td><td>19,1</td><td>8,7</td><td>23,5</td><td>45,1</td></tr><tr><td>Groupe Electrogène 2</td><td>16,8</td><td>18,68</td><td>26,4</td><td>18,8</td><td>8,5</td><td>24,6</td><td>30,5</td></tr><tr><td>Groupe Electrogène 3</td><td>28,4</td><td>14,98</td><td>22,2</td><td>12,5</td><td>8,2</td><td>25</td><td>28,8</td></tr><tr><td>Groupe Electrogène 4</td><td>24,6</td><td>13,68</td><td>25,6</td><td>17,8</td><td>8,2</td><td>11,2</td><td>43,9</td></tr><tr><td>Total annuel en nombre d'heure de fonctionnement pour les 4 groupes électrogènes</td><td>93,3</td><td>61,52</td><td>88</td><td>68,2</td><td>33,6</td><td>84,3</td><td>148,3</td></tr></tbody></table>	Equipement	Nombre d'heure de fonctionnement en 2019	Nombre d'heure de fonctionnement en 2020	Nombre d'heure de fonctionnement en 2021	Nombre d'heure de fonctionnement en 2022	Nombre d'heure de fonctionnement en 2023	Nombre d'heure de fonctionnement en 2024	Nombre d'heure de fonctionnement de janvier à novembre 2025	Groupe Electrogène 1	23,5	14,18	13,8	19,1	8,7	23,5	45,1	Groupe Electrogène 2	16,8	18,68	26,4	18,8	8,5	24,6	30,5	Groupe Electrogène 3	28,4	14,98	22,2	12,5	8,2	25	28,8	Groupe Electrogène 4	24,6	13,68	25,6	17,8	8,2	11,2	43,9	Total annuel en nombre d'heure de fonctionnement pour les 4 groupes électrogènes	93,3	61,52	88	68,2	33,6	84,3	148,3
Equipement	Nombre d'heure de fonctionnement en 2019	Nombre d'heure de fonctionnement en 2020	Nombre d'heure de fonctionnement en 2021	Nombre d'heure de fonctionnement en 2022	Nombre d'heure de fonctionnement en 2023	Nombre d'heure de fonctionnement en 2024	Nombre d'heure de fonctionnement de janvier à novembre 2025																																									
Groupe Electrogène 1	23,5	14,18	13,8	19,1	8,7	23,5	45,1																																									
Groupe Electrogène 2	16,8	18,68	26,4	18,8	8,5	24,6	30,5																																									
Groupe Electrogène 3	28,4	14,98	22,2	12,5	8,2	25	28,8																																									
Groupe Electrogène 4	24,6	13,68	25,6	17,8	8,2	11,2	43,9																																									
Total annuel en nombre d'heure de fonctionnement pour les 4 groupes électrogènes	93,3	61,52	88	68,2	33,6	84,3	148,3																																									
Lors de la visite de site, l'inspection a pénétré dans la salle qui abrite le GE n° 1, celui-ci était à l'arrêt. La prescription est considérée comme respectée.																																																
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																																																

## N° 6 : Mesure périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Annexe I - article 6.3.III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mesure périodique appareil < 500 h/an
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 h par an, des mesures



périodiques sont réalisées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.

**Constats :**

Par mail du 10 décembre 2025, l'exploitant a transmis le rapport des mesures des rejets atmosphériques des groupes électrogènes de 1 à 4. Il est référencé : 14574702/1.1.1.revdoc et date du 27 juin 2022 pour une intervention du 16 au 17 mai 2022. Page 5, le rapport conclut à l'absence de dépassement.

Le rapport date de moins de cinq ans, la prescription est considérée comme respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite